



**MINISTÈRE DE L'ACTION ET DES COMPTES PUBLICS**

Règlement de Consultation commun à tous les lots

**ACCORD-CADRE relatif à**

**des prestations de gestion de l'entretien et des réparations des flottes  
de véhicules terrestres d'un PTAC  $\leq$  3,5 tonnes et des prestations  
d'assistance pour les véhicules en auto assurance**

**Lot 1 : Gestion entretien réparation véhicules France, y/c Outre-Mer,  
Europe et prestations annexes**

**Lot 2 : Assistance véhicules en auto assurance**

Numéro de consultation : DAE 2026 GERA

**Procédure de passation :** Appel d'offres ouvert passé en application de l'article R2124-2 du code de la commande publique

**Date et heures de limite de remise des offres :**

**Le 30 juillet 2026 à 12h30**

**Direction des achats de l'état (DAE)**

59, bd Vincent Auriol - 75703 Paris cedex 13

Téléphone : 01 44 97 34 61 - Télécopie : 01 44 97 07 32

# Sommaire

<b>ARTICLE 1 - ACHETEUR.....</b>	<b>4</b>
<b>ARTICLE 2 - OBJET DE LA CONSULTATION .....</b>	<b>4</b>
<b>ARTICLE 3 - PERIMETRE DE LA CONSULTATION .....</b>	<b>4</b>
<b>ARTICLE 4 - CONDITIONS DE LA CONSULTATION .....</b>	<b>4</b>
4.1 Procédure de passation .....	4
4.2 Allotissement .....	4
4.3 Forme et étendue de l'Accord Cadre .....	5
4.4 Tranches .....	5
4.5 Durée .....	5
4.6 Lieu d'exécution .....	6
4.7 Variantes.....	6
4.7.1 Variantes obligatoires.....	6
4.7.2 Variantes facultatives.....	6
4.8 Prestations supplémentaires éventuelles.....	6
4.9 Prestations exclusives et non exclusives .....	7
4.10 Considérations sociales.....	7
4.11 Considérations environnementales.....	8
4.12 Traitement des données à caractère personnel .....	8
4.13 Secret des affaires .....	9
<b>ARTICLE 5 - INFORMATION DES CANDIDATS .....</b>	<b>10</b>
5.1 Contenu des documents de la consultation	10
5.2 Principes généraux sur les échanges électroniques	10
5.2.1 Modalités de retrait et de consultation des documents.....	10
5.2.2 Conditions de transmission des plis .....	10
5.3 Echanges électroniques relatifs à cette consultation (candidature et offre)	15
5.3.1 Date et heure de réception des plis.....	15
5.3.2 Demandes de renseignements complémentaires et questions.....	15
5.3.3 Modification des documents de la consultation.....	15
5.3.4 Prolongation du délai de réception des offres.....	15
<b>ARTICLE 6 - CANDIDATURE .....</b>	<b>15</b>
6.1 Précisions sur les groupements d'opérateurs économiques et la sous-traitance	15
6.2 Motifs d'exclusion	16
6.3 Présentation de la candidature	16
6.3.1 Candidature sous forme de DUME .....	17
6.3.2 Candidature sous forme de DC1 et DC2.....	17
6.4 Niveaux minimaux de participation	18

6.5	Tâches essentielles	18
6.6	Examen des candidatures	18
6.7	Vérification des conditions de participation : liste des documents justificatifs	18
6.8	Vérification des motifs d'exclusion	19
<b>ARTICLE 7 - OFFRE .....</b>		<b>19</b>
7.1	Présentation de l'offre	19
7.2	Examen des offres	20
7.3	Critères d'attribution	21
7.4	Méthode de notation des offres	22
7.5	Durée de validité des offres	24
<b>ARTICLE 8 - ATTRIBUTION.....</b>		<b>24</b>
8.1	Vérification des motifs d'exclusion : transmission des moyens de preuve	24
8.2	Interdiction d'attribution	27
8.3	Mise au point	27
8.4	Signature	27
<b>ARTICLE 9 - LANGUE.....</b>		<b>27</b>
<b>ARTICLE 10 - CONTENTIEUX.....</b>		<b>27</b>
<b>ARTICLE 11 - MODALITES DE SIGNATURE ELECTRONIQUE .....</b>		<b>27</b>
<b>ARTICLE 12 - AMENAGEMENT EN CAS DE MENACE SANITAIRE GRAVE APPELANT DES MESURES D'URGENCE.....</b>		<b>29</b>
<b>ARTICLE 13 - ANNEXES .....</b>		<b>29</b>

## **Article 1 - Acheteur**

MINISTERE DE L'ACTION ET DES COMPTES PUBLICS

Acheteur :

Direction des Achats de l'Etat (DAE)

59, boulevard Vincent Auriol 75703 Paris cedex 13

Téléphone : 01 44 97 07 32

Le représentant de l'acheteur est le Directeur de la DAE ou, par délégation, ses représentants.

## **Article 2 - Objet de la consultation**

L'accord-cadre a pour objet des prestations de gestion de l'entretien et des réparations des flottes de véhicules terrestres d'un PTAC  $\leq 3,5$  tonnes et des prestations d'assistance pour les véhicules en auto assurance

- Lot 1 : Gestion entretien réparation véhicules France, y/c Outre-Mer, Europe et prestations annexes
- Lot 2 : Assistance véhicules en auto assurance

Code(s) CPV de la consultation :

- Lot 1 : 50111000 - Services de gestion, de réparation et d'entretien de parc de véhicules
- Lot 2 : 50111110-0 - Services d'assistance pour parc de véhicules

Code(s) CPV

## **Article 3 - Périmètre de la consultation**

Le présent accord cadre a vocation à satisfaire les besoins des services bénéficiaires des ministères et des établissements publics mentionnés au §1.2 du CCAP et en annexe 1 au CCAP de l'accord cadre.

## **Article 4 - Conditions de la consultation**

### **4.1 Procédure de passation**

L'accord-cadre est passé selon la procédure d'appel d'offres ouvert.

### **4.2 Allotissement**

L'accord-cadre est alloti.

Les prestations sont alloties de la manière suivante :

N° LOT	Intitulés LOTS séparés
1	Entretien et réparation véhicules France, y/c Outre-Mer, Europe
2	Assistance véhicules auto assurés

Les soumissionnaires sont libres de présenter une offre pour chacun des lots.

Le nombre de lot qui pourra être attribué à un même soumissionnaire n'est pas limité.

#### **4.3 Forme et étendue de l'Accord Cadre**

L'accord cadre est conclu avec un seul titulaire par lot (accord cadre à lots mono attribués). Un même opérateur économique peut être titulaire des deux lots.

L'accord-cadre est exécuté par la conclusion de marchés subséquents à bons de commande.

L'accord-cadre est conclu sans minimum.

**Le montant estimatif** des lots pour la durée totale de l'accord-cadre est :

- Lot 1 : 284 M€
- Lot 2 : 6M€

**Le montant maximal** des lots pour la durée totale de l'accord-cadre est fixé à :

- Lot 1 : 568 M€
- Lot 2 : 12 M€

#### **4.4 Tranches**

L'accord-cadre ne comporte pas de tranches.

#### **4.5 Durée**

La durée de l'accord-cadre court à compter de sa date de notification.

Numéro de lot	Durée / délai du marché public
1	72 mois
2	72 mois

Le présent accord-cadre est conclu pour une durée totale ferme de 72 mois à compter de sa date de notification. Cette durée permet l'intégration progressive des renouvellements des marchés

subséquents de l'accord cadre en cours d'exécution, dont les échéances s'étalent sur une période de 24 mois, et par ailleurs de garantir l'exécution de l'ensemble des prestations passées dans le cadre des marchés subséquents.

Les marchés subséquents des 2 lots sont conclus dans les 36 premiers mois à compter de la notification de l'accord-cadre.

La durée des marchés subséquents des 2 lots est de 48 mois maximum et ne peut excéder la fin de l'accord cadre.

L'accord-cadre ne fait l'objet d'aucune reconduction.

#### **4.6 Lieu d'exécution**

Le lieu d'exécution des prestations objets de la consultation est :

- Lot 1 : Entretien, réparation des véhicules en France y compris Outre-mer et en Europe :

Dans l'ensemble des départements de France y compris Outre-Mer et en Europe (véhicules stationnés en Allemagne).

- Lot 2 : Assistance véhicules non assurés :

Dans l'ensemble des départements de France Métropolitaine et d'Outre-Mer.

Dans les pays de l'Union Européenne et dans les pays où la carte internationale (carte verte) est en vigueur ; dans les principautés d'Andorre, de Monaco, du Liechtenstein, dans la République de Saint-Marin et dans l'État de la Cité du Vatican.

#### **4.7 Variantes**

##### **4.7.1 Variantes obligatoires**

L'acheteur n'exige pas la présentation de variantes obligatoires.

##### **4.7.2 Variantes facultatives**

Les soumissionnaires ne sont pas autorisés à présenter de variantes à leur initiative.

#### **4.8 Prestations supplémentaires éventuelles**

Les prestations supplémentaires éventuelles portent sur :

##### **LOT 1 :**

- 1. Préparation à la revente**
- 2. Service jockey**
- 3. Véhicule de remplacement**
- 4. Connectivité native des boîtiers OEM**

Les soumissionnaires précisent dans leur offre, le cas échéant, les conditions d'exécution de ces prestations.

Ces prestations ne sont pas soumises à une obligation de réponse de la part du candidat.

**LOT 2** : pas de prestation supplémentaire éventuelle

#### **4.9 Prestations exclusives et non exclusives**

LOT 1 et LOT 2 : le titulaire dispose d'un droit d'exclusivité pour les prestations relatives aux véhicules des ministères et des établissements publics et API adhérents mentionnés CCAP §1.4.2 et listés en annexe 1 du CCAP.

LOT 1 et LOT 2 : le titulaire est sans droit d'exclusivité pour les prestations relatives aux véhicules de Police et de Gendarmerie entretenus et assistés par les garages internes des SGAMI du ministère de l'intérieur. Le titulaire est dans droit d'exclusivité pour les AAI (autorité administratives indépendantes).

#### **4.10 Considérations sociales**

Afin de faciliter l'insertion professionnelle des publics en difficulté, il est fait application des dispositions de l'article L.2112-2 du code de la commande publique en incluant dans le CCAP ou CCP une clause d'insertion par l'activité économique.

Cette clause est applicable **au LOT N°1**.

Pour l'exécution du **LOT n°1**, le titulaire réalise une action d'insertion permettant l'accès ou le retour à l'emploi de personnes rencontrant des difficultés sociales et / ou professionnelles.

Il est mis en place un dispositif d'accompagnement pour faciliter la mise en oeuvre de la clause d'insertion. Dans ce cadre, il est possible de contacter le facilitateur pour s'informer des modalités de mise en oeuvre de la clause d'insertion :

EPEC : le candidat peut exercer ses droits en contactant l'EPEC par email à l'adresse suivante

*Seynabou LO*

*Chargée de projets clauses sociales et relation entreprises*

[seynabou.lo@epec.paris](mailto:seynabou.lo@epec.paris)

ou par courrier :

Ensemble Paris Emploi Compétences

18 rue Goubet, 75019 Paris.

Le volume horaire minimum exigé est celui indiqué dans le CCAP et constitue une condition d'exécution du présent marché. Néanmoins, les soumissionnaires peuvent proposer un volume horaire plus important s'ils le souhaitent.

#### **4.11**      Considérations environnementales

Dans une volonté de protection de l'environnement, il est fait application de l'article R.2111-10 du code de la commande publique **au titre du LOT 1** en prévoyant des spécifications techniques à caractère environnemental (**articles 3.2.2, 3.2.10, 3.3.3, du CCTP et articles 4.2.7, 4.5 et 4.6 du CCAP**) et **au titre du LOT 2 (article 4.10 du CCTP)**

Dans une volonté de protection de l'environnement, il est fait application de l'article L.2112-2 du code de la commande publique **au titre du LOT 1**, en prévoyant des conditions d'exécution des prestations comportant des éléments à caractère environnemental : (**articles 4.5, 4.6 du CCAP**).

Dans une volonté de protection de l'environnement, le présent marché public comprend un ou des critère(s) environnemental(aux) comme critère d'attribution.

#### **4.12**      Traitement des données à caractère personnel

##### **Protection des données à caractère personnel des candidats à la présente procédure**

En application de l'article 13 du règlement (UE) 2016/679 du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016 relatif à la protection des personnes physiques à l'égard du traitement des données à caractère personnel et à la libre circulation de ces données (RGPD), les candidats sont informés que des données à caractère personnel (notamment nom, prénom, adresse mail, données de connexion) collectées dans le cadre de la présente procédure de passation et dans le cadre de l'exécution du présent accord-cadre sont susceptibles de faire l'objet de traitement(s).

##### **Identité et coordonnées du responsable de traitement et de son représentant :**

La Direction des achats de l'Etat (DAE) du Ministère de l'Economie, des Finances et de la Souveraineté industrielle et numérique

59, boulevard Vincent Auriol

75703 Paris Cedex 13

Représentée par le Directeur des achats de l'Etat

##### **Responsable de Traitement Opérationnel (RTO) :**

La Direction des achats de l'Etat,

Représentée par le Directeur des achats de l'Etat

##### **Coordonnées du délégué à la protection des données :**

le-delegue-a-la-protection-des-donnees-personnelles@finances.gouv.fr



**Base juridique du traitement** : c) et e) de l'article 6.1 du RGPD

**Finalité du ou des traitements** : suivi de la présente procédure de passation, attribution du marché public et obligations légales en matière de durée d'utilité administrative (DUA) applicable aux marchés publics.

**Destinataires ou catégorie de destinataires** : les données à caractère personnel concernées sont destinées exclusivement aux agents de l'Acheteur, des ministères et des opérateurs de l'Etat, en charge de la passation puis de l'exécution du présent contrat.

**Durée de conservation** : ces données sont conservées pendant toute la durée de passation et d'exécution du contrat ainsi que durant la DUA applicable au contrat.

Conformément aux dispositions des articles 15 à 21 du RGPD, les personnes dont les données à caractère personnel sont collectées disposent notamment d'un droit d'accès, de rectification et d'effacement à ces informations qui les concernent. Elles peuvent également s'opposer au traitement de ces données. L'exercice des droits d'information et d'accès aux données à caractère personnel peut être effectué auprès du délégué à la protection des données.

La personne dont les données à caractère personnel sont collectées dans le cadre de la présente procédure dispose d'un droit de réclamation auprès de la CNIL.

Commission Nationale de l'Informatique et des Libertés (CNIL)

3 Place de Fontenoy

TSA 80715

75334 PARIS CEDEX 07

#### **4.13**      **Secret des affaires**

L'acheteur se réserve la possibilité de recourir à l'expertise d'un tiers pour l'analyse des offres du présent accord-cadre.

Le tiers est tenu à une obligation de confidentialité prévue par le marché dont il est titulaire. En particulier, les candidats sont informés que ce tiers ne peut divulguer les données et informations couvertes par le secret des affaires dont il aurait connaissance pendant la durée d'exécution de ses prestations. Ce tiers a l'obligation de mettre en oeuvre l'ensemble des moyens nécessaires afin de réduire les risques de divulgation, notamment au moyen d'engagements de confidentialité individuels, de cloisonnement organisationnel et de paramétrage des droits d'accès.

Cette obligation ne prend pas fin à l'issue du marché entre l'acheteur et ce tiers.

## Article 5 - Information des candidats

### 5.1 Contenu des documents de la consultation

Les documents de la consultation mis à disposition sont les suivants :

- le présent règlement de consultation (RC)
- les annexes au règlement de consultation
  - o l'annexe a : la grille d'analyse des prix Lot 1
  - o l'annexe b : la grille d'analyse des prix lot 2
  - o l'annexe c : la grille d'analyse de la valeur technique lot 1
  - o l'annexe d : la grille d'analyse de la valeur technique lot 2
- le cahier des clauses administratives particulières (CCAP)
  - o l'annexe au CCAP : Liste des bénéficiaires
- le cahier des clauses techniques particulières (CCTP)
  - o l'annexe au CCTP : Connecteurs
- l'acte d'engagement (AE) du LOT 1
- Les annexes à l'acte d'engagement (AE) du lot 1
  - o L'annexe 1 : bordereau des prix lot 1
  - o L'annexe 2 : cadre de réponse de la valeur technique Lot 1
  - o L'annexe 3 : l'engagement sur la clause sociale Lot 1
- L'acte d'engagement (AE) du LOT 2
- Les annexes à l'acte d'engagement du LOT 2
  - o L'annexe 1 : bordereau des prix Lot 2
  - o L'annexe 2 : cadre de réponse de valeur technique Lot 2
- Les cahiers des clauses particulières (CCP-MS) des marchés subséquents pour les lots 1 et 2 :
  - o CCP-MS pour le lot 1
  - o CCP-MS pour le lot 2

### 5.2 Principes généraux sur les échanges électroniques

#### 5.2.1 Modalités de retrait et de consultation des documents

Les documents de la consultation sont accessibles uniquement par voie électronique, sur la plateforme des achats de l'Etat (PLACE) (<https://www.marches-publics.gouv.fr/entreprise>).

#### 5.2.2 Conditions de transmission des plis

Pour cette consultation, seuls sont autorisés les dépôts électroniques à l'adresse suivante : <https://www.marches-publics.gouv.fr/entreprise>

En application de l'article R2151-6 du Code de la commande publique, le soumissionnaire transmet son offre en une seule fois. En cas d'envois successifs, seul le dernier envoi réceptionné avant la date limite de remise des plis est admis.

Chaque pli est considéré comme une offre. Dès lors, si le soumissionnaire est amené à compléter sa candidature et/ou son offre avant la date limite de remise des plis, il devra procéder à un nouvel envoi intégral comprenant l'ensemble des pièces exigées aux titres de l'offre ou de candidature.

Les plis antérieurs seront rejetés sans être examinés. Aucun envoi papier, par télécopie ou courriel ne sera accepté. Cette consultation relève des exceptions prévues par les dispositions de l'article R.2132-12 du code de la commande publique relatives à la dématérialisation des échanges sont autorisés :

**- les dépôts électroniques à l'adresse suivante : <https://www.marches-publics.gouv.fr/entreprise>.**

En application de l'article R2151-6 du Code de la commande publique, le soumissionnaire transmet son offre en une seule fois. En cas d'envois successifs, seul le dernier envoi réceptionné avant la date limite de remise des plis est admis.

Chaque pli est considéré comme une offre. Dès lors, si le soumissionnaire est amené à compléter sa candidature et/ou son offre avant la date limite de remise des plis, il devra procéder à un nouvel envoi intégral comprenant l'ensemble des pièces exigées aux titres de l'offre ou de candidature.

Les plis antérieurs seront rejetés sans être examinés.

En cas de consultation allotie, si l'acheteur impose le dépôt d'un pli par lot, il est rappelé que chaque lot représente un marché. Dès lors, le principe selon lequel seul le dernier pli est ouvert en cas de dépôt successif ne s'applique qu'aux plis portant sur un même lot.

**Le dépôt électronique des plis s'effectue exclusivement sur la plate-forme "PLACE" : <https://www.marches-publics.gouv.fr/entreprise>**

Le dépôt s'effectue uniquement en utilisant la fonctionnalité de dépôt de plis de la plate-forme. Pour ce faire :

- Le candidat accède à la consultation avec le bouton « Accéder à cette consultation » depuis la colonne « Actions » du tableau de bord.
- Puis, le candidat doit sélectionner l'onglet « Dépôt ».

La fonctionnalité de « Messagerie sécurisée » de PLACE ne doit pas être utilisée par le candidat pour déposer son pli. Celle-ci est réservée aux échanges et autres questions avec l'acheteur avant la date limite de remise des offres.

Les frais d'accès au réseau et de recours à la signature électronique sont à la charge de chaque candidat/soumissionnaire.

Les candidats ou les soumissionnaires trouveront dans la rubrique « aide » de PLACE plusieurs documents et informations :

- guide utilisateur téléchargeable, précisant les conditions d'utilisations de la plate-forme des achats de l'État, notamment les prérequis techniques et certificats électroniques ;
- mode opératoire DUME pour les opérateurs ;
- assistance téléphonique ;

- module d'autoformation à destination des opérateurs ;
- foire aux questions ;
- lien vers des documents de référence ;
- outils informatiques.

Les candidats ou les soumissionnaires sont invités à tester la configuration de leur poste de travail et répondre à une consultation test, afin de s'assurer du bon fonctionnement de l'environnement informatique.

Ils doivent également prévoir le temps nécessaire pour que le dépôt soit effectif dans le délai fixé par l'acheteur, notamment lorsque les fichiers sont volumineux et/ou si le réseau a un faible débit. Attention, les plis dont le téléchargement a commencé avant la date et l'heure limite mais s'est achevé hors délai sont éliminés par l'acheteur.

Par ailleurs, la plate-forme déconnecte automatiquement l'utilisateur en cas d'inactivité supérieure à trente minutes.

Les candidats ou les soumissionnaires ont la possibilité de poser des questions sur les documents de la consultation.

Après le dépôt du pli sur la plate-forme, un message indique que l'opération de dépôt du pli a été réalisée avec succès, puis un accusé de réception est adressé au candidat/soumissionnaire par courrier électronique donnant à son dépôt une date et une heure certaines, la date et l'heure de fin de réception faisant référence.

L'absence de message de confirmation de bonne réception ou d'accusé de réception électronique signifie que la réponse n'est pas parvenue à l'acheteur.

L'opérateur économique s'assure que les messages envoyés par la Plate-forme des achats de l'État (PLACE) notamment, [nepasrepondre@marches-publics.gouv.fr](mailto:nepasrepondre@marches-publics.gouv.fr), ne sont pas traités comme des courriels indésirables.

En cas d'allotissement : L'opérateur économique est tenu de répondre de manière séparée pour chaque lot (chaque lot doit obligatoirement faire l'objet d'un dépôt électronique distinct) Chaque lot représentant un marché, la règle des plis successifs énoncée à l'article R2151-6 du Code de la commande publique ne s'applique qu'aux plis portant sur un même lot.

### **Présentation des dossiers et format des fichiers**

Les formats acceptés sont les suivants : .pdf, .doc, .xls, .ppt, .odt, .ods, .odp, ainsi que les formats images .jpg, .png et les documents au format .html.

Le candidat ou le soumissionnaire ne doit pas utiliser de code actif dans sa réponse, tels que :

- Formats exécutables, notamment : .exe, .com, .scr
- Macros ;
- ActiveX, Applets, scripts

La taille de chaque fichier déposé par les entreprises ne peut excéder 1 Go.

### **Horodatage**

Les plis (candidatures et/ou offres) transmis par voie électronique sont horodatés. Les plis reçus après la date et l'heure limite fixées par la présente consultation sont considérés comme hors délai et sont rejetés.

En cas d'indisponibilité de la plate-forme, la date et l'heure limite de remise des plis peuvent être modifiées.

### **Copie de sauvegarde papier / physique électronique**

Le candidat ou le soumissionnaire peut faire parvenir une copie de sauvegarde dans les délais impartis pour la remise des candidatures ou des offres.

Cette copie de sauvegarde, transmise à l'acheteur sur support physique électronique doit être placée dans un pli comportant les mentions suivantes :

- « Copie de sauvegarde » ;
- Intitulé de la consultation ;
- Nom ou dénomination du candidat.

La copie de sauvegarde ne peut être ouverte que dans les deux cas suivants :

- en cas de détection d'un programme informatique malveillant dans les candidatures ou les offres transmises par voie électronique ;
- en cas de candidature ou d'offre électronique reçue de façon incomplète, hors délais ou n'ayant pu être ouverte, sous réserve que la transmission de la candidature ou de l'offre électronique ait commencé avant la clôture de la remise des candidatures ou des offres.

Si un programme informatique malveillant est détecté, la copie de sauvegarde est écartée par l'acheteur.

La copie de sauvegarde ouverte est conservée en cas d'ouverture conformément aux dispositions des articles R.2184-12 et R.2184-13 du code de la commande publique. Si au contraire elle n'a pas été ouverte ou si elle a été écartée suite à la détection d'un programme malveillant, celle-ci est détruite.

Le candidat ou le soumissionnaire qui envoie ou dépose sa copie de sauvegarde en main propre contre récépissé, le fait à l'adresse suivante :  
Direction des Achats de l'Etat  
Bureau Mobilité  
Copie de sauvegarde – GERA 2026  
59 Boulevard Vincent Auriol 6 75013 PARIS

### **Copie de sauvegarde électronique**

Le dépôt d'une copie de sauvegarde électronique est autorisé dans la présente consultation.

Le candidat ou le soumissionnaire peut faire parvenir une copie de sauvegarde électronique dans les délais impartis pour la remise des candidatures ou des offres.

Le dépôt de la copie de sauvegarde électronique doit s'effectuer dans le respect des exigences de l'arrêté du 22 mars 2019 relatif aux exigences minimales des moyens de communication électronique utilisés dans la commande publique (annexe 8 du Code de la commande publique).

A cet égard, le candidat peut recourir :

- soit à une solution intégrée satisfaisant l'ensemble des exigences précitées,
- soit à plusieurs solutions dont la combinaison permet de satisfaire l'ensemble de ces exigences.

Il peut ainsi recourir à une solution lui permettant de s'identifier, d'indiquer le destinataire de son dépôt, d'horodater son pli puis de le mettre en ligne sur une plateforme de stockage sécurisée.

Avant l'échéance de la date de limite de remise des candidatures ou offres, l'acheteur devra être destinataire des données nécessaires pour pouvoir, au besoin, accéder de façon sécurisée à la copie de sauvegarde électronique.

Dès lors que le pli comporte des données à caractère personnel, la plateforme de stockage utilisée par l'opérateur économique respecte les exigences du Règlement Général pour la Protection des Données (ou bénéficier d'un régime de protection équivalent à celui du RGPD si l'hébergement est effectué dans un pays tiers à l'Union Européenne).

En tout état de cause, la solution retenue par l'opérateur garantit la suppression des données dans un délai n'excédant pas celui de la durée de validité des offres de la présente consultation.

### **La copie de sauvegarde électronique ne peut être ouverte que dans les deux cas suivants :**

- en cas de détection d'un programme informatique malveillant dans les candidatures ou les offres transmises par voie électronique ;
- en cas de candidature ou d'offre électronique reçue de façon incomplète, hors délais ou n'ayant pu être ouverte, sous réserve que la transmission de la candidature ou de l'offre électronique ait commencé avant la clôture de la remise des candidatures ou des offres.

### **Antivirus**

Le candidat ou le soumissionnaire doit s'assurer que les fichiers transmis ne comportent pas de virus.

La réception de tout fichier contenant un virus entraînera l'irrecevabilité de l'offre. Si un virus est détecté, le pli sera considéré comme n'ayant jamais été reçu et les candidats en sont avertis grâce aux renseignements saisis lors de leur identification.

### **5.3 Echanges électroniques relatifs à cette consultation (candidature et offre)**

#### **5.3.1 Date et heure de réception des plis**

Les plis devront être transmis au plus tard le : le 30 juillet 2026 à 12h30

Seuls peuvent être ouverts les plis qui ont été reçus au plus tard à la date et à l'heure limites mentionnées ci-dessus. Les plis qui sont reçus ou remis après ces date et heure ne sont pas ouverts.

Les plis et la "copie de sauvegarde" parvenus hors délai sont inscrits au registre des dépôts et sont rejetés.

#### **5.3.2 Demandes de renseignements complémentaires et questions**

Pendant la phase de consultation, les candidats peuvent faire parvenir leurs questions et les demandes de renseignements complémentaires sur la plate-forme des achats de l'Etat (PLACE) : <https://www.marches-publics.gouv.fr>.

Les réponses aux demandes de renseignements complémentaires reçues en temps utile (**au plus tard 10 jours avant la date de réception des offres**) sont transmises aux opérateurs économiques au plus tard 6 jours avant la date limite de réception des offres

#### **5.3.3 Modification des documents de la consultation**

Des modifications peuvent être apportées aux documents de la consultation au plus tard **6 jours** avant la date limite de réception des offres.

Les modifications sont communiquées aux seuls opérateurs économiques dûment identifiés lors du retrait des documents de la consultation.

Les candidats devront répondre sur la base du dernier dossier modifié. Dans le cas où un candidat aurait remis une offre avant les modifications, il pourra en remettre une nouvelle sur la base du dernier dossier modifié, avant la date et heure limites de dépôt des offres.

#### **5.3.4 Prolongation du délai de réception des offres**

Lorsqu'une réponse nécessaire à l'élaboration de l'offre n'est pas fournie 6 jours avant la date limite de réception des offres, ou en cas de modifications importantes des documents de la consultation, le délai de réception des offres est reporté proportionnellement à l'importance des modifications apportées et dans les conditions prévues à l'article R.2151-4 du code de la commande publique.

## **Article 6 - Candidature**

### **6.1 Précisions sur les groupements d'opérateurs économiques et la sous-traitance**

Un service de bourse à la cotraitance est proposé sur le portail « entreprises » du profil d'acheteur de l'Etat (Plateforme des achats de l'Etat : PLACE) utilisé par les ministères et les établissements publics d'Etat. Ce service entend faciliter les contacts des entreprises entre elles qui souhaitent répondre à des marchés publics de manière groupée sous la forme d'un groupement d'opérateurs économiques.

Des fiches explicatives et le mode d'emploi de ce service sont disponibles aux adresses suivantes :

[PLACE, la plateforme des achats de l'État | economie.gouv.fr](#)

<https://www.economie.gouv.fr/dae/bourse-a-cotraitance-service-pour-aider-entreprises>

La forme du groupement n'est pas imposée.

En cas de groupement conjoint, le mandataire est solidaire pour l'exécution du marché de chacun des membres du groupement pour ses obligations contractuelles à l'égard de l'acheteur.

La présentation d'un sous-traitant se fait à l'aide de l'imprimé DC 4 (Déclaration de sous-traitance) dûment rempli par le sous-traitant et le candidat, comportant l'indication des capacités professionnelles, techniques et financières du sous-traitant ainsi que la déclaration sur l'honneur que le sous-traitant ne se trouve pas sous le coup d'une interdiction d'accéder aux marchés publics. Le formulaire DC4 est disponible à l'adresse suivante : <https://www.economie.gouv.fr/daj/formulaires-declaration-du-candidat>

## **6.2 Motifs d'exclusion**

Conformément aux dispositions du code de la commande publique relatives aux exclusions de plein droit et aux exclusions à l'appréciation de l'acheteur, les personnes se trouvant dans un des cas d'exclusion sont exclues de la procédure.

Lorsqu'un opérateur économique se trouve, en cours de procédure, en situation d'exclusion, il en informe sans délai l'acheteur qui l'exclut pour ce motif.

En cas d'exclusion à l'appréciation de l'acheteur, l'opérateur économique présente, à la demande de l'acheteur, ses observations afin d'établir qu'il a pris les mesures nécessaires, ou encore que sa participation à la présente consultation, n'est pas susceptible de porter atteinte à l'égalité de traitement.

Lorsque le motif d'exclusion de la procédure de passation concerne un des membres du groupement, l'acheteur exige son remplacement par une personne qui ne fait pas l'objet d'un motif d'exclusion dans un délai de dix jours à compter de la réception de cette demande par le mandataire du groupement. A défaut, le groupement est exclu de la procédure

Les personnes à l'encontre desquelles il existe un motif d'exclusion ne peuvent être acceptées en tant que sous-traitant.

Lorsque le sous-traitant à l'encontre duquel il existe un motif d'exclusion est présenté au stade de la candidature, l'acheteur exige son remplacement par une personne qui ne fait pas l'objet d'un motif d'exclusion, dans un délai de dix jours à compter de la réception de cette demande par le candidat. A défaut, le candidat est exclu de la procédure.

## **6.3 Présentation de la candidature**

Une même personne ne peut représenter plus d'un candidat pour un même marché.

Dans le cadre de la consultation, l'acheteur n'autorise pas le candidat à présenter plusieurs offres en agissant à la fois :

- en qualité de candidat individuel et de membre d'un ou plusieurs groupements d'opérateurs économiques



- en qualité de membres de plusieurs groupements d'opérateurs économiques

Si l'entreprise candidate à plusieurs lots, elle peut remettre un dossier de candidature unique à condition de présenter, dans des sous-dossiers distincts, ses capacités professionnelles, techniques et financières lot par lot.

Dans le cas d'une candidature d'un groupement d'opérateurs économiques, chaque membre du groupement doit fournir l'ensemble des documents et renseignements attestant de ses capacités juridiques, professionnelles, techniques et financières. L'appréciation des capacités du groupement est globale.

Les candidats ont le choix de présenter leur candidature :

- sous forme de document unique de marché européen électronique (DUME) en utilisant le service DUME ou le service exposé de PLACE
- sous forme de candidature standard en utilisant les formulaires DC1 et DC2

### 6.3.1 Candidature sous forme de DUME

Les candidats peuvent présenter leur candidature en renseignant le formulaire DUME accessible :

- depuis le service exposé de PLACE
- depuis l'adresse URL suivante : <https://dume.chorus-pro.gouv.fr>

Les parties II (informations concernant l'opérateur économique), III (motifs d'exclusion), IV (critères de sélection) et le cas échéant V (réduction du nombre de candidats qualifiés) du formulaire sont à renseigner.

Des renseignements complémentaires au sujet du DUME électronique sont disponibles à l'adresse URL suivante : <https://communaute.chorus-pro.gouv.fr/pour-les-entreprises/>

Si le groupement d'opérateurs économiques présente sa candidature sous la forme du DUME, chacun des membres du groupement doit fournir un DUME distinct.

Si le candidat s'appuie sur un ou des sous-traitants ou d'autres opérateurs pour faire acte de candidature, il renseigne la partie II-C du DUME électronique et fournit pour chacun de ces sous-traitants un DUME électronique distinct par le sous-traitant et contenant les informations des sections A et B de la partie II ainsi que celles de la partie III et, le cas échéant, les parties IV et V.

Le candidat remet également l'imprimé DC 4 (Déclaration de sous-traitance, <https://www.economie.gouv.fr/daj/formulaires-mise-a-jour-formulaire-declaration-sous-traitance-dans-marches-publics>) dûment rempli par le sous-traitant et le candidat.

Si le candidat ne s'appuie pas sur de la sous-traitance pour faire acte de candidature mais qu'il a l'intention de sous-traiter une part du marché, il renseigne la partie II-D du DUME électronique et fournit les informations figurant dans les parties II-A et B et III pour chacun de ces sous-traitants et remet un imprimé DC 4 (Déclaration de sous-traitance) dûment rempli par le candidat et le sous-traitant si ce dernier est connu.

### 6.3.2 Candidature sous forme de DC1 et DC2

Les candidats transmettent les renseignements suivants :

Lettre de candidature ou formulaire DC1 (téléchargeable à partir du lien <https://www.economie.gouv.fr/daj/formulaires-declaration-du-candidat>) ou équivalent, dûment rempli, et daté. Dans le cas d'un groupement d'opérateurs économiques, le formulaire DC1 sera complété pour chaque membre du groupement

- Déclaration du candidat ou formulaire DC2 (téléchargeable à partir du lien

<https://www.economie.gouv.fr/daj/formulaires-declaration-du-candidat>), ou équivalent, dûment rempli et daté ; en cas de candidature groupée, le DC2 est rempli par chaque membre du groupement.

Dans le cas d'un groupement d'opérateurs économiques, les candidats transmettent les renseignements suivants des formulaires DC1 et DC2 : Le formulaire DC1 sera complété pour chaque membre du groupement ; Le formulaire DC2 est rempli par chaque membre du groupement.

#### **6.4 Niveaux minimaux de participation**

L'acheteur n'impose pas aux candidats de niveaux minimums de capacité.

#### **6.5 Tâches essentielles**

Les tâches essentielles suivantes doivent être exécutées par le titulaire et ne peuvent faire l'objet de sous-traitance :

- **gestion générale du véhicule (article 3.2 du CCTP) pour le LOT 1**

#### **6.6 Examen des candidatures**

L'acheteur examine les candidatures avant les offres : les documents justificatifs concernant l'aptitude et les capacités sont fournis à la demande de l'acheteur et avant l'examen des offres.

Les moyens de preuve concernant les motifs d'exclusion ne sont demandés par l'acheteur qu'au(x) soumissionnaire(s) auquel(s) il est envisagé d'attribuer le marché public

Si l'acheteur constate, avant de procéder à l'examen des candidatures, que des pièces ou des informations dont la production était réclamée sont absentes ou incomplètes, il peut demander aux candidats concernés de compléter leur dossier de candidature dans un délai identique pour tous.

Ce délai est précisé avec la demande de complément.

Les candidatures incomplètes ou demeurées incomplètes à la suite d'une demande de compléments sont éliminées.

L'acheteur n'a pas fixé de minimums de capacité comme condition de participation : les candidatures qui ne justifient pas de l'aptitude professionnelle ou qui ne disposent manifestement pas des capacités professionnelles, techniques ou financières suffisantes demandées pour cette consultation sont éliminées.

#### **6.7 Vérification des conditions de participation : liste des documents justificatifs**

Les candidats ne sont pas tenus de fournir les documents justificatifs lorsque l'acheteur peut les obtenir :

- directement par le biais d'un système électronique de mise à disposition d'informations administré par un organisme officiel ;
- d'un espace de stockage numérique, à condition que figurent dans son dossier de candidature toutes les informations nécessaires à la consultation de ce système ou de cet espace et que l'accès soit gratuit.

Le candidat n'est pas tenu de fournir les documents justificatifs déjà transmis à l'acheteur dans le cadre d'une précédente consultation et qui demeurent valables. Dans ce cas, il indique les moyens de preuves concernés ainsi que la référence de la ou des consultation(s) pour la ou lesquelles ces moyens de preuve ont déjà été transmis. En cas d'impossibilité de se procurer les documents justificatifs directement auprès des administrations ou organismes, l'acheteur en demande communication au candidat. A compléter

Les documents justificatifs concernant les aptitudes et capacités sont :

- Déclaration concernant le chiffre d'affaires global et le chiffre d'affaires concernant les prestations objet du marché, réalisés au cours des trois derniers exercices disponibles ;
- Une déclaration appropriée de banque(s) ou, le cas échéant, la preuve d'une assurance des risques professionnels ;
- Bilans ou extraits de bilans, concernant les trois dernières années, des opérateurs économiques pour lesquels l'établissement des bilans est obligatoire en vertu de la loi ;
- Déclaration indiquant les effectifs moyens annuels du candidat et l'importance du personnel d'encadrement pendant les pour chacune des trois dernières années ;

Si, pour une raison justifiée, le candidat n'est pas en mesure de produire les renseignements et documents demandés par l'acheteur, il est autorisé à prouver sa capacité économique et financière par tout autre moyen considéré comme approprié par l'acheteur.

## **6.8 Vérification des motifs d'exclusion**

En application des dispositions de R.2144-4 du code de la commande publique, l'acheteur n'exige que du seul soumissionnaire auquel il est envisagé d'attribuer le marché public qu'il justifie ne pas se trouver dans un des cas des motifs d'exclusion.

## **Article 7 - Offre**

### **7.1 Présentation de l'offre**

L'offre du candidat comporte les pièces suivantes :

LOT 1

- l'annexe 1 à l'acte d'engagement : le bordereau des prix (BPU), comportant notamment, le cas échéant, une description détaillée des prestations supplémentaires éventuelles proposées ;
- l'annexe 2 à l'acte d'engagement : "Le Cadre de réponse technique" (CRT) incluant les réponses sur la "valeur technique" et le "critère environnemental" de l'offre et des pièces annexées aux éléments de réponse ;

- l'annexe 3 à l'acte d'engagement : l'engagement sur la clause sociale

#### Dossier technique LOT 1

Le soumissionnaire présente sa proposition à partir d'un mémoire présentant :

- sa société, les moyens humains et techniques à partir desquels les services seront exécutés et les solutions proposées aux prestations et services exprimés dans le CCTP
- La description détaillée du réseau de prestataires spécifiant le nom des enseignes référencées et le nombre de garage de chaque enseigne
- Le mode de fonctionnement des connecteurs avec les applications de gestion

Les réponses concernant l'outil de gestion devront être complétées par les éléments présentant la solution au regard des référentiels généraux de l'État et de la politique de sécurité des SI de l'État.

#### LOT 2 :

- l'annexe 1 à l'acte d'engagement : le bordereaux des prix (BPU)
- l'annexe 2 à l'acte d'engagement : "Le Cadre de réponse technique" (CRT) incluant les réponses sur la valeur technique de l'offre et des pièces annexées aux éléments de réponse

#### Dossier technique LOT 2

Le soumissionnaire présente sa proposition à partir d'un mémoire présentant :

- sa société, les moyens humains et techniques à partir desquels les services seront exécutés et les solutions proposées aux prestations et services exprimés dans le CCTP

NB 1 : Les pièces jointes en complément des réponses apportées aux annexes sont à référencer en indiquant la référence

NB 2 : Le candidat doit impérativement respecter les modèles de fichiers qu'il a téléchargé sur le profil de l'acheteur « [www.marches-publics.gouv.fr](http://www.marches-publics.gouv.fr) » sans apporter de modification aux tableaux constituant les cadres de réponse.

## **7.2 Examen des offres**

Les offres inappropriées, irrégulières ou inacceptables, sont éliminées.

Toutefois, l'acheteur peut autoriser tous les soumissionnaires concernés à régulariser les offres irrégulières dans un délai approprié, à condition qu'elles ne soient pas anormalement basses et que cette régularisation n'ait pas pour effet de modifier les caractéristiques substantielles des offres.]

L'acheteur peut demander aux soumissionnaires de préciser la teneur de leur offre.

Cette demande ne peut ni aboutir à une négociation ni à une modification de l'offre.

### 7.3 Critères d'attribution

Les grilles de notation et d'analyse des prix et de la Valeur technique pour les deux lots figurent en annexes au présent RC. Elles précisent le détail des éléments pris en compte pour l'analyse des offres

Les critères d'attribution sont listés dans le tableau suivant :

Lot 1 - Entretien et réparation véhicules et prestations annexes		
Pondération des critères	Pondération des sous-critères	
Prix : 50%	Prix de la prestation de gestion générale du véhicule (coût de gestion par véhicule) : <b>30 %</b>	
	Prix des prestations à l'acte : <b>65 %</b> (entretiens et réparations avec remises ou prix plafond)	
	Prix des Autres prestations à l'acte : <b>5 %</b> (expertise, revente, remorquage, convoyage, immatriculation, vignette Crit'Air, installation d'équipements, gardiennage, déplacement sur site)	
Valeur technique : 40%	<b>1. Qualité du système d'information et outils digitaux : 20%</b> - Qualité de la plateforme de gestion, (portail client, ergonomie, alertes, suivi des interventions) - Capacité d'intégration aux SI de l'acheteur	
	<b>2. Pilotage contractuel et contrat de niveau de service (SLA) : 10%</b> - Qualité et fréquence des rapports - Dispositif de suivi des engagements (revues contractuelles, enquête de satisfactions, plan de progrès)	
	<b>3. Modalités de mise en œuvre des politiques d'achats responsable de l'acheteur ou des services bénéficiaires</b> (politique d'entretien maintenance, recours aux pièces de réemploi, pneumatiques rechapés, filières agréée) : <b>5 %</b>	
	<b>4. Organisation, moyens et équipe dédiée, déploiement de l'offre et conseil, performance des audits : 25 %</b>	
	<b>5. Etendue et densité du réseau prestataires national 40 %</b>	Réseau entretien réparation rapide (fastfitters) 34%
		Réseau entretien réparation concessions de marque 25%
		Réseau entretien réparation indépendants 20%
		Réseau spécialisé en carrosserie 8%
		Réseau Contrôles réglementaires-contrôle technique 10%
		Réseau entretien réparation deux roues Motos Quads 1%
		Réseau entretien réparation Vélos, vélos électriques 1%
	Réseau entretien réparation en Outre-mer 1%	

<b>Critère environnemental : 10%</b>	Pertinence et efficacité de la prestation d'appui à l'intégration des véhicules à très faibles émissions dans les parcs) : 100%
--------------------------------------	---

NB : **Les prestations supplémentaires éventuelles (PSE)** : Préparation à la revente, Service jockey, Véhicules de remplacement et Connectivité native des boîtiers OEM **ne sont pas notées**.

Lot 2 – Assistance aux véhicules en auto assurance	
Pondération des critères	Pondération des sous-critères
<b>Prix 50%</b>	Prix de l'assistance au véhicule : 48 %
	Prix de l'assistance au véhicule et aux personnes : 48 %
	Véhicule de remplacement sur demande pendant la durée d'indisponibilité du véhicule assisté : 4 %
<b>Valeur technique 40%</b>	Valeur technique des prestations de l'assistance au véhicule : 60%
	Valeur technique des prestations de l'assistance aux personnes : 40%
<b>Critère environnemental : 10%</b>	Capacité à proposer des véhicules de remplacement à faibles émissions, pendant la durée d'immobilisation ou d'indisponibilité du véhicule assisté : 50%
	Capacité à mesurer, suivre et restituer le bilan CO2 des prestations d'assistance (dépannage, remorquage et véhicule de remplacement) : 50%

#### 7.4 Méthode de notation des offres

L'analyse des offres, pour l'ensemble des prestations, sera basée sur l'étude de **3** critères :

LOT 1 :

Critère « Prix »

Critère « Valeur technique »

Critère "Environnemental"

- 1- **Le critère « prix »** est analysé eu égard aux réponses des candidats à l'annexe 1 "Bordereau des prix unitaires" de l'Acte d'Engagement. Pour chaque élément de réponse la note du candidat est calculée de la façon suivante
  - dans le cas où un prix ou un prix maximum est demandé :

- (Meilleure offre / Offre du candidat) x coefficient de pondération = note obtenue
  - dans le cas où une remise ou une remise maximale est demandée :
    - (Offre du candidat / Meilleure offre) x coefficient de pondération = note obtenue
- 2- **Le critère « valeur technique »** est analysé et fait l'objet d'une notation pondérée eu égard aux réponses des candidats à l'annexe 2 « valeur technique et critère environnemental » de l'Acte d'Engagement ainsi que des éléments fournis dans le mémoire technique. Ainsi que la description détaillée du réseau de prestataires spécifiant le nom des enseignes référencées et le nombre de garage de chaque enseigne.
- 3- **Le critère « environnemental »** est analysé et fait l'objet d'une notation pondérée eu égard aux réponses des candidats à l'annexe 2 « valeur technique et critère environnemental » de l'Acte d'Engagement du LOT 1. La prestation attendue relève d'un appui technico-économique adossé aux données d'exploitation du parc maintenu dans le cadre du marché. Elle ne constitue pas une mission de conseil stratégique indépendante ni d'une prestation d'assistance à maîtrise d'ouvrage en matière de mobilité ou d'infrastructures

**NB : Les prestations supplémentaires éventuelles (PSE) / options :** "Préparation à la revente", "Service jockey", "Véhicules de remplacement" et "Connectivité native des boîtiers OEM", **ne sont pas notées.**

## LOT 2

Critère « Prix »

Critère « Valeur technique »

Critère « Environnemental »

- a) **Le critère « prix »** est analysé eu égard aux réponses des candidats à l'annexe 1 « Bordereau des prix unitaires » de l'Acte d'Engagement. Pour chaque élément de réponse, la note du candidat est calculée de la façon suivante
- dans le cas où un prix ou un prix maximum est demandé :
    - (Meilleure offre / Offre du candidat) x coefficient de pondération = note obtenue
  - dans le cas où une remise ou une remise maximale est demandée :
    - (Offre du candidat / Meilleure offre) x coefficient de pondération = note obtenue
- b) **Le critère « valeur technique »** est analysé et fait l'objet d'une notation pondérée eu égard aux réponses des candidats au questionnaire annexe 2 "valeur technique " de l'Acte d'Engagement. Ainsi que du mémoire présentant les moyens humains et techniques à partir desquels les services seront exécutés et les solutions proposées aux prestations et services exprimés dans le CCTP
- c) **Le critère « environnemental »** est analysé et fait l'objet d'une notation pondérée eu égard aux réponses des candidats à l'annexe 2 « valeur technique et critère environnemental » de l'Acte d'Engagement du LOT 2

Calcul de la note finale de l'offre : La note finale résulte de l'application, des différentes pondérations mentionnées aux tableaux ci-dessus.

## **7.5 Durée de validité des offres**

Les offres sont valables Délai de validité des offres (en jours) à compter de la date limite de remise des plis.

- 180 jours à compter de la date limite de remise des plis pour le LOT 1
- 180 jours à compter de la date limite de remise des plis pour le LOT 2

En tant que de besoin, l'acheteur peut solliciter des candidats ou des soumissionnaires la prorogation du délai de validité des offres.

Pour ce faire il transmet, pour accord, sa demande à l'ensemble des candidats ou soumissionnaires via la plateforme PLACE. La demande précise la durée de prorogation de la validité des offres.

Si le candidat ou le soumissionnaire n'accepte pas de maintenir son offre, l'acheteur poursuit la procédure avec les seuls candidats ou soumissionnaires ayant accepté la prorogation du délai de validité de leur offre.

## **Article 8 - Attribution**

L'accord-cadre est attribué au soumissionnaire dont l'offre est économiquement la plus avantageuse, au regard des critères d'attribution énoncés dans le présent règlement de la consultation.

Les soumissionnaires évincés sont informés du rejet de leur offre dans les conditions fixées à l'article R.2181-1 et suivants du code de la commande publique.

### **8.1 Vérification des motifs d'exclusion : transmission des moyens de preuve**

Le soumissionnaire auquel il est envisagé d'attribuer l'accord-cadre n'est pas tenu de fournir les moyens de preuves relatifs aux motifs d'exclusion que l'acheteur peut obtenir :

- directement par le biais d'un système électronique de mise à disposition d'informations administré par un organisme officiel ;
- d'un espace de stockage numérique, à condition que figurent dans son dossier de candidature toutes les informations nécessaires à la consultation de ce système ou de cet espace et que l'accès soit gratuit.

Les candidats ne sont pas tenus de fournir les moyens de preuves déjà transmis à l'acheteur dans le cadre d'une précédente consultation et qui demeurent valables. Dans ce cas, ils indiquent les documents concernés ainsi que la référence de la ou des consultation(s) pour la ou lesquelles les documents ont déjà été transmis



En cas d'impossibilité de se procurer les moyens de preuves directement auprès des administrations ou organismes, l'acheteur en demande communication au candidat.

Le soumissionnaire auquel il est envisagé d'attribuer l'accord-cadre fournit dans le délai fixé dans le courrier envoyé par voie dématérialisée l'informant que son offre est susceptible d'être retenue, les documents suivants :

- L'acte d'engagement (ATTRI1) et ses éventuelles annexes, à compléter et à signer électroniquement, le cas échéant par tous les membres du groupement d'opérateurs économiques
- Le cas échéant, dans le cas où les membres du groupement d'opérateurs économiques ne signent pas tous l'acte d'engagement, le document d'habilitation signé par tous les membres du groupement
- Le pouvoir du ou des signataires d'engager la personne qu'il représente (titulaire individuel ou groupement d'opérateurs économiques)
- Le cas échéant, en cas de sous-traitance, la déclaration de sous-traitance (DC4 ou équivalent) signée par le sous-traitant et le soumissionnaire, les renseignements relatifs aux capacités du sous-traitant lorsque le soumissionnaire s'appuie sur celles-ci
- Le ou les relevé(s) d'identité bancaire
- En cas de redressement judiciaire, ou une procédure équivalente régie par un droit étranger, la copie du ou des jugements prononcés
- Le cas échéant, si le soumissionnaire emploie des salariés étrangers, la liste nominative des salariés étrangers qu'il emploie et soumis à l'autorisation de travail prévue à l'article L.5221-2 du code du travail. Cette liste doit comporter toutes les informations figurant à l'article D.8254-2 du code du travail (1° Sa date d'embauche ; 2° Sa nationalité ; 3° Le type et le numéro d'ordre du titre valant autorisation de travail)

**Lorsque le soumissionnaire est établi en France :**

- son numéro unique d'identification permettant à l'acheteur d'accéder aux informations pertinentes par le biais d'un système électronique mentionné au 1° de l'article R. 2143-13 du CCP
- Pour les entreprises en cours d'inscription - un récépissé de dépôt de déclaration auprès d'un centre de formalités des entreprises (CFE)
- dans le cas où le soumissionnaire est une société fille (filiale), le cas échéant, une attestation de régularité fiscale justifiant du paiement de l'impôt sur les sociétés ou de la TVA par la société mère ou par la filiale
- Le cas échéant, dans le cas où elles ne sont pas disponibles sur PLACE, le(s) certificat(s) délivré(s) par les administrations et organismes compétents suivant(s) :
  - certificat de conformité aux obligations fiscales (au titre de l'impôt sur le revenu, de l'impôt sur les sociétés et/ou de la taxe sur la valeur ajoutée (TVA))
  - certificat de l'article L. 243-15 du code de la sécurité sociale, connu sous le nom d'attestation de vigilance ;
  - pour tout employeur occupant au moins vingt salariés le cas échéant, le certificat délivré par l'association de gestion du fonds de développement pour l'insertion professionnelle des personnes handicapées (AGEFIPH), concernant le respect des dispositions des articles L. 5212-1 à L. 5212-11 du code du travail relatives à l'emploi des travailleurs handicapés

### **Lorsque le soumissionnaire est établi hors de France :**

- un document mentionnant son numéro individuel d'identification, attribué en application de l'article 286 ter du code général des impôts.
- Si le soumissionnaire n'est pas établi dans un pays de l'Union européenne, un document mentionnant l'identité et l'adresse du candidat ou les coordonnées de son représentant fiscal ponctuel en France
- un document attestant de la régularité de la situation sociale du cocontractant au regard du règlement (CE) n°883/2004 du 29 avril 2004 ou d'une convention internationale de sécurité sociale et, lorsque la législation du pays de domiciliation le prévoit, un document émanant de l'organisme gérant le régime social obligatoire et mentionnant que le cocontractant est à jour de ses déclarations sociales et du paiement des cotisations afférentes, ou un document équivalent ou, à défaut, une attestation de fourniture des déclarations sociales et de paiement des cotisations et contributions de sécurité sociale prévue à l'article L. 243-15 du code de la sécurité sociale
- un extrait du registre pertinent au sens de l'article R.2143-9 du code de la commande publique, ou un document équivalent délivré par l'autorité judiciaire ou administrative compétente du pays d'origine, attestant de l'absence de cas d'exclusion.
- Pour les entreprises en cours de création, un document datant de moins de 6 mois émanant de l'autorité habilitée à recevoir l'inscription au registre professionnel et attestant de la demande d'immatriculation audit registre ;
- Le cas échéant, en cas de recours à des travailleurs détachés, dans les conditions définies à l'article L.1262-1 du code du travail :
  - L'accusé de réception de la déclaration de détachement effectuée sur le téléservice " SIPSI " du ministère chargé du travail, conformément aux articles R. 1263-5 et R. 1263-7 du code du travail
  - Une attestation sur l'honneur certifiant que le cocontractant s'est, le cas échéant, acquitté du paiement des sommes dues au titre des amendes prévues aux articles L. 1263-6, L. 1264-1, L. 1264-2 et L. 8115-1 du code du travail. Cette attestation comporte les nom, prénom, raison sociale du cocontractant et la signature de son représentant légal.]
- Lorsque les autorités compétentes du pays d'origine ou d'établissement du soumissionnaire ne délivrent pas les moyens de preuve ou si les documents délivrés ne mentionnent pas tous les cas d'interdiction de soumissionner, le soumissionnaire peut fournir une déclaration sous serment, ou dans les pays où une telle procédure n'existe pas, par une déclaration solennelle faite par l'intéressé devant une autorité judiciaire ou administrative, un notaire ou un organisme professionnel qualifié de pays d'origine ou d'établissement.

### Motif d'exclusion lié au non-respect de l'obligation des entreprises d'établir un bilan de leurs émissions de gaz à effet de serre

Les soumissionnaires présentent, à la demande de l'acheteur, leur bilan des émissions de gaz à effet de serre (BEGES) établi conformément à l'article L.229-25 du Code de l'environnement. En l'absence de présentation de celui-ci dans le délai fixé par l'acheteur, l'acheteur se réserve le droit d'exclure le(s) soumissionnaire(s) concerné(s) de la procédure.

### Motif d'exclusion lié au non-respect de la clause d'insertion par l'activité économique

Les soumissionnaires présentent à la demande de l'acheteur, leur Engagement sur la clause sociale d'insertion par l'activité économique.

- 'annexe 3 à l'acte d'engagement : Engagement sur la clause sociale d'insertion par l'activité économique.

## **8.2 Interdiction d'attribution**

Est exclu de la procédure tout candidat auquel l'acheteur ne peut attribuer le contrat, en application d'une interdiction émanant d'un texte d'applicabilité directe (accords internationaux, règlement européen...)

## **8.3 Mise au point**

L'acheteur et le soumissionnaire retenu peuvent procéder à une mise au point des composantes de l'accord-cadre. Cette mise au point ne peut avoir pour objet de

modifier des éléments substantiels de l'offre ou du présent accord-cadre.

## **8.4 Signature**

L'accord-cadre est signé électroniquement par le soumissionnaire retenu au moyen de l'acte d'engagement (formulaire ATTR11) qui lui est adressé par l'acheteur.

Il joint :

- Les pièces relatives aux pouvoirs de la personne habilitée à engager le soumissionnaire.
- Le cas échéant l'habilitation signée du mandataire
- Le relevé d'identité bancaire
- Le ou les DC4, le cas échéant

La signature électronique doit respecter les exigences prévues à l'article "MODALITES DE SIGNATURE ELECTRONIQUE"

## **Article 9 - Langue**

Les documents et informations doivent être rédigés en langue française ou, à défaut, être accompagnées d'une traduction en français.

En cas de candidature sous forme de DUME, ce dernier doit être rédigé en français.

## **Article 10 - Contentieux**

Le tribunal compétent est le tribunal administratif de :

## **Article 11 - Modalités de signature électronique**

Chaque document à signer doit être signé individuellement.

Un dossier compressé signé ne vaut pas signature des documents qu'il contient. Quel que soit le format du dossier compressé, chaque document pour lequel une signature est requise doit être signé séparément.

Des renseignements complémentaires au sujet de la signature électroniques peuvent être obtenus :

- dans PLACE (guide d'utilisation- utilisateur entreprise) ;
- dans le guide « très pratique » sur la dématérialisation des marchés public (version opérateurs économiques) disponible sur le site internet de la Direction des Affaires juridiques des ministères économiques et financiers

En application de l'arrêté du 22 mars 2019 relatif à la signature électronique des contrats de la commande publique, le signataire doit respecter les conditions relatives :

1. au certificat de signature électronique
2. à l'outil de signature électronique (appelé aussi « dispositif de création de signature électronique »)

La signature électronique doit reposer sur un certificat qualifié, conforme au Règlement (UE) n° 910/2014 du Parlement européen et du Conseil du 23 juillet 2014 sur l'identification électronique et les services de confiance pour les transactions électroniques au sein du marché intérieur (eIDAS).

Sont autorisées :

- la signature électronique avancée avec certificat qualifié (niveau 3)
- la signature électronique qualifiée (niveau 4)

1er cas : certificat qualifié délivré par un prestataire de service de confiance qualifié et répondant aux exigences du règlement européen eIDAS.

Un prestataire de service de confiance qualifié est un prestataire qui fournit un ou des services de confiance qualifiés et a obtenu le statut qualifié de l'organe chargé du contrôle (article 3.20 du règlement eIDAS). Des listes de prestataires de confiance sont disponibles :

- sur le site de l'Agence nationale de la sécurité des systèmes d'information (ANSSI)
- sur le site de la commission européenne : <https://ec.europa.eu/digital-single-market/en/news/cef-esignature-trusted-list-browser-now-available>

Lorsque le signataire utilise un certificat délivré par un prestataire de service de confiance qualifié répondant aux exigences du règlement européen eIDAS et l'outil de création de signature électronique proposé par le profil d'acheteur de l'acheteur, aucun justificatif n'est à fournir sur la procédure de vérification de la signature électronique.

2ème cas : certificat délivré par une autorité de certification, française ou étrangère, qui répond aux exigences équivalentes du règlement européen eIDAS et notamment celles de son annexe I.

Le signataire remet lors du dépôt du document signé le mode d'emploi et tous les éléments nécessaires permettant de procéder gratuitement à la vérification de la validité de la signature électronique, conformément à l'article 5 de l'arrêté du 22 mars 2019 relatif à la signature électronique des contrats de la commande publique, notamment, le cas échéant, une notice d'explication en français.

Les frais éventuels d'acquisition du certificat de signature sont à la charge des candidats.

Un certificat qualifié de signature électronique délivré en en application de l'arrêté du 15 juin 2012 relatif à la signature électronique dans les marchés publics (certificat conforme au référentiel général de sécurité « RGS ») reste utilisable jusqu'au terme de sa validité.

Exigences relatives à l'outil de signature.

Le signataire utilise l'outil de signature électronique de son choix (logiciel, service en ligne à l'instar du profil d'acheteur de l'acheteur, parapheur électronique, etc.) pour apposer la signature avec le certificat utilisé. L'outil est conforme aux formats réglementaires (XAdES, CAdES ou PAdES) et doit produire des jetons de signature.

S'il utilise un autre outil de signature que celui du profil d'acheteur, cet outil doit être conforme aux exigences du règlement européen eIDAS et notamment celles fixées à son annexe II. Le signataire doit transmettre le mode d'emploi permettant à l'acheteur de procéder aux vérifications nécessaires.

Quels que soient l'outil utilisé, celui-ci ne doit ni modifier le document signé ni porter atteinte à son intégrité.

Le signataire, titulaire du certificat de signature, doit avoir le pouvoir d'engager la société. Il peut s'agir soit du représentant légal de la société soit d'une personne qui dispose d'une délégation de signature.

Dans la situation d'un groupement d'opérateurs économiques, soit tous les membres du groupement signent, soit le mandataire qui doit justifier des habilitations nécessaires pour représenter les autres membres du groupement.

[Inclure texte à champ libre]

## **Article 12 - Aménagement en cas de menace sanitaire grave appelant des mesures d'urgence**

En cas de menace sanitaire grave appelant des mesures d'urgence déclarée en cours de consultation, l'acheteur peut aménager certaines modalités de mise en concurrence dans le respect des principes fondamentaux de la commande publique et après information des candidats ou soumissionnaires dans les meilleurs délais. L'acheteur s'assure également de leur possibilité de poursuivre la procédure selon les nouvelles modalités fixées.

## **Article 13 - Annexes**

- Annexe a : Grille d'analyse des prix – Lot 1
- Annexe b : Grille d'analyse des prix – Lot 2
- Annexe c : Grille d'analyse de la valeur technique – Lot1
- Annexe d : Grille d'analyse de la valeur technique – Lot2